



DOUANE
FRANCHE COMTE

URGENCES EN FRANCHE-COMTÉ

SÉCURITÉ DÉFAILLANTE ET MANQUE DE FORMATIONS

La CFDT alerte sur une situation devenue intenable : sites dégradés, sécurité insuffisante, formations manquantes et risques opérationnels majeurs. Les visites de terrain et retours d'agents confirment l'urgence d'agir. La CFDT exige des mesures immédiates, des moyens renforcés et une véritable protection des agents.

VISITE SITE LES ROUSSES BSE :

La CFDT a présenté le compte rendu de la visite de site du 22/09/2025.

Nous avons d'abord souligné les conditions de contrôle dangereuses, aggravées par les récents aménagements routiers réalisés par la commune autour du bâtiment de la brigade :

- Aire de contrôle mal adaptée,
- Suppression de plusieurs places de stationnement,
- Abords de l'aubette dégradés.

Le 1er étage du bâtiment est dans un état lamentable : absence d'électricité, de chauffage et d'eau dans plusieurs pièces. Au rez-de-chaussée, certaines fenêtres présentent des infiltrations.

La sécurité globale du site est par ailleurs jugée insuffisante, notamment en raison de portes en PVC simple.

Un audit de sécurité est donc demandé.

Les organisations syndicales rappellent que cette brigade est considérée comme le « point noir » de la Franche-Comté, au vu du nombre de dysfonctionnements constatés lors de la visite.

La Présidente indique qu'elle place ce dossier en priorité, en lien avec le PMR-DI.

Enfin, le divisionnaire FCF annonce un projet de construction d'un auvent destiné à devenir la future zone de contrôle, implanté sur le côté du bâtiment.

VISITE SITE MORTEAU BSE :

La visite FSS du 06/10/2025 met en évidence un bâtiment de brigade en état « moyen » :

- Problèmes de sécurisation,
- Humidité dans plusieurs pièces,
- Cellule de retenue non conforme aux normes en vigueur.

Concernant **le site de Col France**, qui fonctionne comme BCNJ franco-suisse, plusieurs dégradations ont été relevées :

- Fuites au niveau du toit de l'auvent,
- Porte de l'aubette en très mauvais état.

Le divisionnaire FCF a également présenté l'hypothèse d'un réaménagement de la zone de contrôle, afin d'améliorer les conditions de travail et de sécurisation du site.

SMBI À DELLE BSE

Le camion SMBI, actuellement en construction, sera livré à la brigade de Delle à la fin du 1er semestre 2026. Ce dispositif nécessite une large zone de contrôle, notamment en raison :

- des rayons X, supervisés par le PCR régional récemment formé et désigné, ainsi que par l'Agence de sûreté nucléaire,
- et de la construction d'un garage dédié, prévue début 2026.



prévention au déploiement du SMBI, en particulier sur les questions liées aux contre-indications médicales et à la situation des femmes enceintes.

Une première visite sur site est programmée pour début février 2026, avec un nécessaire travail de coordination auprès de la mairie, des pompiers et des autres acteurs concernés par les enjeux nucléaires.

Le chef divisionnaire FCI indique que huit agents de Delle sont volontaires pour intégrer le dispositif :

- 4 agents pour la formation poids lourd,
- 4 agents pour la formation camari.

Le fonctionnement du SMBI nécessite quatre agents :

- 1 conducteur poids lourd,
- 1 agent camari en charge de la lecture des images,
- 2 agents “marshall” chargés de la sécurisation de la zone.

EES À L'AÉROPORT DE DOLE-JURA (LONS BSI)

Le chef divisionnaire FCI présente le nouveau dispositif EES, opérationnel au PPF de Dole Jura depuis le 12/10/2025 (version EES full). Après quelques ratés au démarrage, le système fonctionne désormais correctement.

Il permet :

- d'enregistrer la durée de validité des visas Schengen (notamment pour les vols Ryanair à destination du Maroc),
- de collecter les données biométriques des voyageurs.

Ce dispositif entraîne un allongement du temps de traitement aux aubettes, ce qui rend nécessaire la présence de 8 agents de Lons BSI, contre 5 avant le déploiement. Le besoin est particulièrement marqué lors des arrivées, lorsque les 4 aubettes sont ouvertes et doivent absorber le flux de voyageurs.

Les OS demandent à faire une nouvelle visite de ce site en mode « fonctionnement » des collègues.

PRÉSENTATION DU HANDICAP AU MEF

L'assistante sociale Finances du Doubs, l'AP et une agente du SG ont indiqué avoir participé à une journée d'action consacrée au handicap invisible, au cours de laquelle plusieurs cas pratiques particulièrement enrichissants ont été présentés.

- La correspondante sociale, en tant que référente handicap, a rappelé :
- son rôle d'accompagnement des agents,
- l'existence du document d'information à destination de l'employeur,
- qu'il n'y a aucune obligation de déclarer sa RQTH, même si cela est vivement conseillé pour bénéficier d'éventuels aménagements de poste ou d'autres aides,
- et elle a également présenté le dispositif de dons de jours de congés.

La médecin de prévention est ensuite intervenue pour détailler son rôle dans le suivi des agents en situation de handicap.

Enfin, la Présidente a sollicité l'accord des OS pour organiser une action de sensibilisation au handicap à destination des managers et des agents. Cette proposition a été validée.

SÉCURITÉ DES LOCAUX

La Présidente indique que les audits menés par la Douane et, surtout, par la DIPN Police Sûreté ont révélé des résultats particulièrement préoccupants à l'HDD.

Pour répondre à ces constats, la Douane a dégagé en 2025 des moyens financiers importants dédiés à la sécurisation des locaux douaniers.

Des travaux seront ainsi réalisés à l'HDD fin 2025 et début 2026, comprenant :

- l'installation d'une barrière métallique au fond du porche,
- la pose de grillages sur le mur mitoyen avec les voisins,
- la mise en place de caméras supplémentaires,
- et une réorganisation complète des accès et circulations dans le bâtiment : badge spécifique, gestion contrôlée de l'ascenseur, interdiction d'accès autonome pour les visiteurs, etc.

Les OS demandent également que des travaux soient engagés à la **BSI Montbéliard**. La Présidente confirme que l'audit de la Police a mis en évidence des lacunes similaires, renforcées par une intrusion récente d'un infracteur dans la cour. Des travaux seront donc engagés dans les meilleurs délais.

Enfin, la CFDT demande qu'un audit de sécurité soit aussi réalisé à la **BSE des Rousses**, à la suite de la visite de site.

GLAT /VD EN FRANCHÉ-COMTÉ

La CFDT a demandé l'inscription de ce point d'information à la FSS.

La Présidente explique qu'elle pensait que l'ensemble des moniteurs TPCI et des agents de surveillance étaient formés à ces dispositifs. Or, il apparaît que les moniteurs TPCI comtois n'ont pas reçu ces formations à l'ENBD de La Rochelle, et n'ont donc pas pu diffuser les formations VD / LS aux autres agents de surveillance.

À ce jour, seuls deux agents du SRE ont été formés au VD à Lyon.

En conséquence, **les contrôles GLAT / VD / LS sont réalisés sans formation préalable** des agents de surveillance, ce qui entraîne des problèmes de sécurité majeurs.

La Présidente refuse fermement l'idée d'un volontariat pour les agents comtois, malgré les demandes répétées des OS.

La CFDT n'obtient d'ailleurs aucune réponse concernant la doctrine d'emploi DG sur les GLAT, que la Présidente refuse de diffuser.

Elle considère que tous les agents appartenant à un service de contrôle doivent participer à ces missions.

Les OS alertent sur des situations de contrôle hautement problématiques, impliquant potentiellement des agents OP / CO / AG :

- sans aucune formation TPCI,
- non armés,
- avec des horaires incompatibles avec les dispositifs GLAT / VD / LS (travail de nuit, démarrage avant 6h du matin),
- des gilets pare-balles périmés en stock à la DR,
- absence de prime de risque contrairement aux agents de surveillance,
- heures de nuit non rémunérées,
- heures supplémentaires non saisies dans SIRHIUS, le système n'étant pas prévu pour ce type de contrôles MEF.

La présidente indique qu'elle fera le point lors du prochain ORS.

La CFDT restera vigilante aux questions de formations et sécurité de l'ensemble des agents pour ces missions

La CFDT Douane Franche-Comté